

débatmilitant

Lettre électronique animée par des militants du courant Démocratie révolutionnaire de la LCR

N° 95 2 mars 2006

Contact-abonnement-désabonnement : debatmilitant@lcr-debatmilitant.org | Site : www.lcr-debatmilitant.org

Comité de coordination : Fabienne Autan, Charles Boulay, Serge Godard, Valérie Héas, Yvan Lemaitre, Galia Trépère, Gérard Villa

Sommaire

- [Réussir le 7, c'est préparer ses suites](#)
- [« Battre la droite et réussir à gauche » : le programme du PCF](#)
- [48ème congrès de la CGT : un syndicat pour le renouveau de la lutte des classes ou pour l'accompagnement des reculs ?](#)
- [Fusion Suez-GDF, monopoly financier et contradictions de l'Europe capitaliste](#)
- [Retour du le forum social mondial de Caracas](#)

Réussir le 7, c'est préparer ses suites

Le Sénat, terminant le travail de l'Assemblée nationale, a voté, mardi 28, le volet concernant le Contrat première embauche du projet de loi sur « *l'égalité des chances* » présenté par le gouvernement. Cela n'empêche pas la contestation contre le CPE de se développer, la mobilisation de prendre de l'ampleur, avec des occupations de facs et des manifestations dans plusieurs villes, les jeunes restant bien décidés à faire reculer le gouvernement, que la loi soit votée ou pas.

C'est dans ce contexte que se prépare la journée d'action du 7 mars, en passe de devenir le point de convergence de tous les mécontentements.

Car la contestation contre le CPE n'est pas la seule difficulté à laquelle se heurte le gouvernement. Mardi 28, les personnels de la Recherche publique étaient de nouveau dans la rue pour lui rappeler ses engagements non tenus. Le même jour, les statistiques du chômage, largement commentées par la presse, étaient de nouveau en hausse, après une période de soi-disant baisse, renvoyant Villepin et Borloo à leurs rodomontades sur l'efficacité de leur « *plan d'urgence pour l'emploi* ». Comme un malheur n'arrive jamais seul, une enquête du Ministère du travail, publiée également mardi 28, donnait la mesure du recul du pouvoir d'achat des salariés les moins payés : en 2005, 16,8 % des salariés (hors intérim et agriculture) ont été payés au Smic horaire, contre 15,6 % en 2004 et 14 % en 2002. Cela concerne 2,5 millions de salariés, 3,8 millions si on y ajoute l'agriculture et l'intérim. Et sur dix de ces salariés, quatre sont employés à temps partiel. Illustration, s'il en était besoin, de l'*« égalité des chances »* version Villepin-Borloo...

A cela s'ajoutent les conséquences de la décision prise ce week-end par Villepin, de la fusion de Gaz de France avec le groupe Suez, sous prétexte de protéger celui-ci d'une tentative d'OPA de la part du groupe italien Enel. Quelques mois après l'ouverture du capital de GDF, cette opération constitue une privatisation de fait de l'ancienne entreprise publique, au mépris de la loi fixant à 70 % la part de capital détenue par l'Etat. Reniant ses engagements, le gouvernement a décidé de modifier cette loi, provoquant la colère des salariés qui craignent, à juste titre, de faire les frais d'une opération dont les premiers bénéficiaires seront les actionnaires principaux de Suez.

Tout cela contribue à accentuer la contestation sociale. Confronté aux échecs patents de sa politique, à la baisse de sa côte de popularité, Villepin tente de faire face, en intervenant personnellement sur tous les

fronts. Le week-end dernier, après avoir décidé, au nom du « *patriotisme économique* », de la fusion Suez-GDF, il est parti à la Réunion, tenter d'apaiser une population révoltée par l'inertie de l'Etat face à l'épidémie de chikungunya, avant de se précipiter au salon de l'agriculture, manger de la volaille en espérant que cela rassure les producteurs frappés par les mesures contre la propagation de la grippe aviaire...

Pour tenter de désarmer une éventuelle contestation de la privatisation de GDF, le Ministre des finances, Breton, en présence des dirigeants de Suez et GDF, recevait, dès lundi, les différentes organisations syndicales. Manifestement pas convaincues par les nouvelles promesses du gouvernement et des patrons, la CGT, FO et la CGC se disent opposées à la fusion. Elles appellent à l'organisation d'une riposte, sans pour autant la définir, attendant pour cela de rencontrer les autres organisations syndicales.

D'ores et déjà, FO-Energie appelle à la grève pour le 7 mars. La fédération CGT de l'Energie appelle aussi se joindre au mouvement, et de fait, il y a fort à parier que les salariés de GDF et d'EDF seront en première ligne, le 7, de la mobilisation contre le gouvernement.

Le PS s'apprête contre la privatisation de GDF à mener la même politique que contre le CPE : une campagne, perdue d'avance, d'amendements au Parlement lorsque le gouvernement présentera le projet de loi permettant de baisser la part de l'Etat au sein de GDF. Et attendre 2007 : « *si nous revenons aux responsabilités*, a dit Hollande, *nous aurons à faire en sorte que la garantie sur le capital public de GDF soit confirmée* »... Une politique de faux semblants, le PS n'ayant pas d'autre but, en s'associant aux manifestations contre le CPE, que de tenter de dévoyer la contestation profonde qui se manifeste à l'égard de la politique du gouvernement, à son propre profit dans la perspective des élections de 2007. Quant au PC, il n'a, lui aussi, de perspective à proposer que dans le cadre d'un retour au gouvernement.

Des préoccupations en total décalage avec les aspirations des jeunes et de bien des militants du rang pour qui la journée d'action du 7 mars prend le sens d'une grande journée de grève et de manifestation contre le gouvernement et sa politique. Les appels à la grève se multiplient, des liens se tissent entre salariés et étudiants. Un large front se constitue contre le CPE, le chômage, la précarité, contre les privatisations et une politique entièrement dévouée aux gros actionnaires, au capital.

Partout où c'est possible, dans les entreprises, les syndicats, dans les collectifs quand ils existent, il faut relayer la pression qu'exercent les jeunes, depuis le début de leur mobilisation contre le CPE, sur les confédérations syndicales et les organisations politiques de gauche. Cela doit contribuer à faire du 7 le point de convergence de tous les mécontentements. Cela doit être également, et dès maintenant, l'occasion de discuter de ce que l'on fait au lendemain du 7.

Le 7 ne doit pas rester une journée sans lendemain de plus. Il doit être un point d'appui pour continuer le mouvement, l'élargir. Préparer dès maintenant les suites, défendre l'extension et la convergence du mouvement, c'est aussi militer pour que se regroupent tous ceux qui ne veulent pas laisser le mécontentement être dévoyé derrière une nouvelle union de la gauche pour 2007.

Eric Lemel

↑

“ Battre la droite et réussir à gauche ” : le programme du PCF

Après les “ 27 propositions ” présentées il y a tout juste un an (dont nous avions rendu compte dans Débat militant n°65), le PCF revient à la charge avec un quatre pages que distribuent massivement ses militants : “ Battre le droite et réussir à gauche ”.

La difficulté est double pour le parti de Marie-George Buffet : sur le plan des initiatives, celle de Villepinte le 26 novembre qui a clôt une première série de forum était un échec ; et cela d'autant plus que sur le plan politique, l'idée d'un ralliement au Parti socialiste qui finira par s'imposer au cours de cette année n'est pas spécialement pour plaire à une bonne partie de la base militante et électorale du PCF (qui semble

d'ailleurs toujours aussi fragile face à la concurrence et à l'influence de la LCR et de LO si on en croit les derniers sondages).

On comprend donc que Marie-George Buffet fasse mine de s'interroger : “*Mais la gauche a-t-elle une alternative crédible à proposer ?*”. La réponse est sans surprise : “*Pour battre la droite, il faut une gauche rassemblée. Et pour réussir à gauche, il ne faut pas revivre les désillusions du passé, il faut une politique qui réponde vraiment aux attentes des citoyens*”. D'un côté une logique parlementaire et institutionnelle, et de l'autre l'espérance d'une vraie politique de gauche, c'est évidemment la quadrature du cercle que tente de résoudre la place du Colonel Fabien, d'où l'insistance répétée à chaque page : il s'agit “*d'un projet politique réellement nouveau, rompant avec les erreurs et les échecs du passé*”, il s'agit de “*rompre vraiment avec les logiques libérale*”.

Or ce qui frappe justement, c'est l'extrême prudence des mesures qui sont proposées, pour ne pas dire parfois leur indigence.

“ 7 propositions pour commencer à changer vraiment la vie ” ?

Certes, parmi les propositions, on trouve malgré tout quelques unes avec lesquelles nous pourrions être d'accord : “*Une sécurité sociale universelle allant vers les 100 %*”, “*Le droit à la retraite à 60 ans après 37,5 annuités et 75 % du salaire des dix meilleures années*” et “*Le droit de vote et d'éligibilité pour les résidents étrangers*”. Malheureusement, dans un passé récent, le PS et le gouvernement Jospin (avec la participation du PCF) ont contribué à aller exactement dans le sens le contraire. Quant au droit de vote, c'était l'une des 110 propositions du candidat Mitterrand en 1981, oubliée depuis lors.

Pour le reste, il n'y a guère de contradiction entre les timides promesses du PCF et celles que pourrait envisager le Parti socialiste avant de gouverner, sans avoir besoin de beaucoup se déjuger ensuite une fois au gouvernement.

Sur la question centrale de l'emploi et des licenciements, l'indigence est manifeste : le miroir aux alouettes de la CGT sur la “*sécurité d'emploi ou de la formation*” reprise ici n'a d'intérêt pour les travailleurs que si il s'accompagne d'un lutte déterminée, non pas pour accompagner, mais pour lutter contre les licenciements. Or il n'y a absolument rien sur l'interdiction des licenciements, tout juste un vague pouvoir de suspension afin de discuter de propositions alternatives, dispositif qui existe déjà en partie pour les CE et n'a jamais rien empêché. Il n'y a rien non plus sur la nature des emplois à créer alors que la précarité est au cœur des préoccupations et des luttes actuelles du monde du travail ; et rien de précis sur la flexibilité du temps de travail qui est au cœur de la loi Aubry censée être “*améliorée*”.

Sur les salaires, c'est vraiment le service minimum ! Le Smic à 1500 euros bruts est évidemment assez différent des 1500 euros nets que la LCR réclame avec une grande partie du mouvement social (mais il a beaucoup à voir avec la proposition de Fabius lancée il y a quelques mois). Les 5 % d'augmentation pour tous les fonctionnaires sont à comparer aux 300 euros que la LCR défend et qui n'ont rien d'excessif (cela correspond simplement aux pertes de pouvoir d'achat du point d'indice calculé par les syndicats pour les fonctionnaires depuis 20 ans, de l'ordre de 20 % soit 300 euros pour un salaire de 1500 euros... net !). Quant aux salariés du privé, il devront se contenter d'un “*Grenelle des salaires*”, simple copié-collé de Stauss-Kahn et de quelques autres, et qui n'est rien d'autre qu'un attrape-nigaud, à moins d'avoir quelques millions de grévistes sur le dos !

Pour enrayer l'insécurité sociale, les mesures autres que celles concernant la sécu et les retraites sont vraiment de la poudre aux yeux : 600 000 logement à loyers modérés en 5 ans soit 120 000 par an, cela ne fait guère davantage que les promesses de Borloo (100 000 par an) ; 150 000 enseignants en 5 ans, c'est en fait le remplacement des départs à la retraite : c'est mieux que ce qu'annonce la droite, mais cela ne permettra aucune des améliorations demandées par les syndicats.

Contre “*l'engrenage sécuritaire*”, la “*police de proximité*” est pour le PCF à compter parmi les mesures de prévention ! Quant aux lois répressives sur lesquelles il faudrait revenir, il n'est pas précisé si cela inclut les lois Chevènement et Vaillant, adoptées elles aussi avec la complicité du PCF au gouvernement. De même sur les services publics, seules les privatisations les plus récentes de la droite sont explicitement mises en cause, et pas celles de Jospin (et de Gayssot !) pourtant champion en la matière. Il est vrai qu'un “*plan de reconquête et d'extension des services publics*” est évoqué, oubliant les télécommunications, mais évoquant l'eau ou la SNCF. Mais il faudrait être précis pour savoir si cela engage vraiment à quelque chose. De même sur la lutte contre les discriminations, il est bien difficile de se prononcer puisqu'il n'y a rien de précis à part l'allocation-autonomie pour la jeunesse et le droit de vote aux immigrés déjà évoqués.

Mais c'est sans doute sur le dernier chapitre concernant le développement durable et solidaire que le PCF a réservé sa note d'humour. Après avoir dénoncé le productivisme et prôné une diversification en matière d'énergie, le texte inclut en effet dans un même mouvement les énergies renouvelables et "*l'énergie nucléaire 100 % publique*". Nous voilà donc rassurés puisque c'est du service public ! Mais si c'est pour faire la même politique ?

" 3 moyens pour réussir " ?

C'est évidemment la question des moyens qui est essentielle, avec celle de la méthode. Or le texte oscille entre deux sortes de mesures, et fait même un peu le grand écart entre les deux.

Certaines mesures sont justes, comme l'abrogation définitive du traité constitutionnel européen. Mais on imagine mal comment Hollande et Strauss-Kahn pourraient manger leur chapeau sur cette question, de même qu'on les imagine mal (eux ou d'autres) adhérer à un projet de VI^{ème} République mettant fin au présidentialisme et généralisant la proportionnelle à toutes les élections... Concernant l'Europe, le programme propose un catalogue de bonnes intentions sur la BCE et l'OMC mais dont on se demande comment il serait possible de les imposer aux différents gouvernements et à la classe capitaliste, sans un rapport de force qu'une simple majorité aux élections ne permettra certainement pas de remplacer.

A l'évidence donc, ces mesures peuvent paraître assez radicales mais elles ne sont pas destinées à être sérieusement discutées avec le PS. Quant aux autres, elles sont censées au contraire démontrer leur faisabilité. Mais du même coup, elles sont assez insignifiantes, ou pas justes sur le fond.

Il y a d'abord évidemment la question de l'argent et de sa "*maîtrise*". Concernant la fiscalité et les cotisations sociales, si rien n'est chiffré en matière d'impôts (alors que les changements d'assiette et les allégements sont parfaitement mesurables depuis plus de 25 ans, droite et gauche confondues !), il y a au moins une certitude : pas question de supprimer les subventions aux patrons, alors que cette revendication (défendue ensemble par LO et la LCR) avait été au cœur de la campagne de 2004 en obligeant tous les autres partis à se positionner sur cette question. Au contraire : ce qui est discuté, ce sont les moyens de moduler l'impôt et les cotisations sociales. Or c'est très exactement cela une politique d'exonération : moduler à la baisse sous prétexte de créer des emplois ! Même l'idée discutée à l'époque par le PCF qu'il faudrait contrôler les fonds publics (à défaut de les supprimer) n'est plus vraiment discutée.

Sur le crédit et l'épargne, le PCF semble avoir la mémoire courte. Le fait de se prononcer pour un "*grand service public du crédit*" ne garantit absolument rien : le Crédit lyonnais nationalisé par Mitterrand a laissé aux contribuables une ardoise de plus de 18 milliards d'euros qui n'ont pas été perdus pour tout le monde ! Il en va de même pour la Caisse des dépôts et consignation qui collecte aujourd'hui l'épargne populaire, et qui sert surtout de roue de secours au capital privé.

Pour le reste, il y a surtout beaucoup de bavardage. La "*démocratie sociale*" inscrite dans la constitution mais sans que soient inscrites des mesures précises et aussi vitales que l'interdiction des licenciements est un leurre. Pour qu'il y ait négociation, les travailleurs ont surtout besoin de rapport de force et non de "*principes*", comme celui des accords majoritaires, surtout au vu des politiques menées par les syndicats, dont la CGT !

Mais l'objectif de ce programme n'est il pas justement de nous convaincre que l'essentiel serait de bien voter et de faire confiance ensuite aux "*représentants de la nation*", ou aux représentants syndicaux, plutôt que d'armer le monde du travail pour préparer les luttes ?

Quelle " Union populaire majoritaire " ?

"*Imaginons que pour les prochaines élections présidentielles et législatives, les forces antilibérales travaillent ensemble un projet de société et un programme de gouvernement, une conception citoyenne de la politique. Imaginons que cela débouche pour ces deux scrutins sur des candidatures unitaires...*"... La ficelle est certes un peu grosse puisque immédiatement après, le texte prend bien soin de préciser "*sa conviction qu'une candidature communiste serait efficace pour porter cette union*"... Mais imaginons en effet.

Il y a au moins une chose qu'il faut reconnaître au Parti communiste, c'est la cohérence entre la grande modestie de son programme et le choix essentiel pour le PCF de gouverner avec le PS, avec ou sans candidature unitaire au premier tour (puisque c'est le deuxième tour qui compte vraiment pour aller au gouvernement). Le PCF a concocté pour l'essentiel un programme de gestion réformiste du capitalisme,

suffisamment édulcoré -même un an avant les élections- pour qu'en discutant avec le Parti socialiste, il y ait la possibilité de s'y rallier tranquillement sans donner non plus le sentiment de se renier complètement.

Ce seul fait suffit à montrer la vraie nature de la posture qu'a adopté le PCF en se réclamant de “*l'antilibéralisme*”. Il confirme qu'il n'y a pas en réalité de véritable barrière entre une “*gauche antilibérale*” lorsqu'elle est représentée par un PCF soi-disant bien ancré à gauche, et une “*gauche social-libérale*”, avec un PS qui serait beaucoup plus à droite et donc beaucoup moins fréquentable.

Si il y a une vraie ligne de démarcation, c'est bien celle qui sépare la gauche gouvernementale de la gauche anticapitaliste et révolutionnaire, comme le montre l'examen des “*Propositions de la LCR contre le libéralisme*”. La différence ne tient pas seulement à la nature des revendications (mais elles sont évidemment essentielles car il n'y aura pas le début d'une amélioration des conditions de vie et du rapport de force en faveur des travailleurs sans commencer à s'en prendre au droit de propriété privé et à la logique du profit qui dominent entièrement les choix économiques en régime capitaliste). Elle tient aussi à la démarche et la méthode.

Du début à la fin, le texte de la LCR insiste sur quelques éléments clés : pour “*répondre aux besoins immédiats des couches populaires*” ; il faut “*remettre en cause les règles du capitalisme, le pouvoir de la bourgeoisie à contrôler le monde*”. Ce sont ces “*exigences*” qui “*doivent constituer les bases d'un front social et politique pour agir dès maintenant contre le gouvernement Villepin*”. Ce sont elles qui doivent “*permettre de mener un débat constructif sur ce que doit être une alternative antilibérale et anticapitaliste au gouvernement actuel, fondée sur les mobilisations*” (page 1). Ce sont elles enfin qui nécessitent de construire une “*force politique qui prenne cette tâche en main*” et qui permette de “*prendre le chemin d'une réelle alternative qui rompe avec le cadre institutionnel du capitalisme et s'appuie sur les mobilisations pour instaurer le contrôle de la population sur la marche de la société et des entreprises*” (page 4).

Entre le programme électoral, institutionnel et vaguement réformiste du PCF, et les “*mesures d'urgence*” que propose la LCR (qui sont encore loin évidemment d'un programme communiste), il y a bien deux logiques différentes. Cela ne veut pas dire que nous ne pourrions pas converger avec bon nombre de militants du PCF comme avec bien des militants de gauche et du mouvement ouvrier en général, car l'expérience de la gauche au gouvernement a d'ores et déjà favorisé ces convergences, de même que bien des expériences communes de luttes menées ensemble ont tissé des liens irremplaçables. Cela veut simplement dire que pour continuer à profiter de l'opportunité que nous avons aujourd'hui de discuter avec les militants du Parti communiste, et pour essayer réellement de les influencer, il faudra encore avoir beaucoup de conviction, et une vraie confiance dans nos idées sans laquelle rien ne sera possible.

Jean-François CABRAL

↑

48ème congrès de la CGT : un syndicat pour le renouveau de la lutte des classes ou pour l'accompagnement des reculs ?

Les attaques du patronat et du gouvernement redoublent contre les jeunes et les salariés. Le CPE, passé en force au Parlement, venant après le CNE, annonce la prochaine étape : la mise à mal du CDI et la précarité généralisée pour tous, jeunes, seniors, tous les travailleurs.

Face à cette situation, la riposte tarde à se généraliser. Les directions syndicales, bien obligées de proposer quelques perspectives, ne font rien dans le sens de la généralisation nécessaire.

La prochaine étape annoncée par toutes les directions syndicales, ainsi que les organisations étudiantes et lycéennes, pour le 7 mars, pourrait être un pas dans le sens de cette généralisation. Mais aucune confédération syndicale ne veut d'une lutte d'ensemble.

La direction confédérale de la CGT a, d'ores et déjà, annoncé qu'elle ne lancera pas, pour ce jour-là, un

appel à une grève interprofessionnelle sous le prétexte que c'est aux syndicats de base d'en être à l'initiative.

En quoi est-il antagonique que la direction prenne ses responsabilités en appelant tous les salariés à une grève interprofessionnelle et que les syndicats de base s'emparent du mot d'ordre et s'en fassent les organisateurs ?

Maryse Dumas, dans une interview dans la *NVO* du 17 février, à une question du journaliste lui demandant si la grève ne serait pas plus efficace que la seule manifestation, tire en touche et répond :

- « *Ce qui peut faire céder le gouvernement, c'est l'ampleur du mouvement...* »

Et aussi :

- « *Nous ne lésinerons pas sur les efforts à produire aussi bien en termes d'explications que d'encouragements à l'action...* »

Mais en même temps, dans un communiqué confédéral, elle nous appelle à nous servir de l'appel de FO à la grève interprofessionnelle, à laquelle elle se refuse d'appeler pour la CGT...

Comprenez qui pourra !

Ces contorsions sont bien révélatrices des contradictions qui traversent notre syndicat dont la direction voudrait nous entraîner toujours plus loin vers un syndicalisme d'accompagnement des reculs mais se heurte, à chaque étape, à la réalité d'une situation sociale qui pousse les salariés et la base militante vers la résistance et la lutte.

Dans une première partie sur les textes du 48ème congrès de la CGT, nous avons discuté des conséquences de la mondialisation sur la condition salariée et nos perspectives syndicales. Dans cette deuxième partie, nous discuterons de l'état des luttes et de la politique qu'il serait nécessaire de mettre en œuvre pour aller vers leur généralisation.

Ce n'est pas la combativité qui manque, c'est une perspective d'ensemble

La gravité des attaques et des reculs subis n'apparaît pas de façon claire dans les textes qui nous sont proposés. Tout est dit pour laisser penser que la situation n'est pas si grave et qu'il y aurait moyen, sans lutte d'ensemble, d'améliorer les choses.

Rapport d'activité, page 4 : « *L'image d'un syndicalisme uniquement contestataire qui serait le nôtre a régulièrement été alimentée, faisant souvent l'impasse sur les propositions alternatives dont nous pouvons être porteurs* »

Nous ne voyons pas les choses avec les mêmes lunettes. Ce qui inquiète les militants, à la base, ce n'est pas que la CGT serait trop « *contestataire* », mais, au contraire, trop souvent absente de l'initiative des luttes, plus soucieuse de « *négociation* » - mot qui revient sans cesse - plutôt que de contestation.

Ce qui inquiète bien des militants, c'est le suivisme derrière la CFDT dans cette politique d'accompagnement et de négociation des reculs. La CFDT s'étant faite la championne de cette politique, où elle a supplanté FO, qui, du coup, a perdu des points et tente de se replacer sur un créneau, plus « *contestataire* ».

La direction confédérale justifie sa politique vis-à-vis de la CFDT par les nécessités de l'unité syndicale.

Oui, l'unité syndicale est nécessaire. Chaque fois que c'est possible. Mais pas au prix de s'aligner sur les capitulations !

Marchons devant. Proposons une politique offensive pour la lutte, s'appuyant sur un programme de revendications d'urgence pour répondre au chômage de masse, à la précarité et à la baisse des salaires. Et proposons à toutes les organisations syndicales d'en être partie prenantes avec nous. Et que chacune choisisse sa politique !

En courant ainsi derrière la CFDT, que veut la direction de la CGT ? Occuper le même créneau, celui de l'organisation la plus docile, celle qui dégaine le stylo le plus rapidement, être un « *syndicalisme de proposition* », selon les paroles-mêmes de Dumas ? Et ainsi faire oublier l'image de la CGT contestataire, celle de la lutte de 1995 à la SNCF ?

Mais comment ne pas comprendre que cela revient à renoncer à ce qui reste, d'une certaine façon, la spécificité de la CGT, un syndicalisme pour la lutte.

La place pour le syndicalisme d'accompagnement est pourtant déjà bien trop occupée. La CGT n'a rien à gagner sur ce terrain de la capitulation et de l'accompagnement des reculs, face au patronat et à la grande bourgeoisie ! C'est au contraire, en renouant avec les idées de l'émancipation sociale et de la lutte de classe qu'elle offrirait à ses militants et aux travailleurs de vraies perspectives.

Les textes évoquent sans cesse les négociations. De quelles négociations peut-il s'agir, sans dire qu'il faut auparavant changer le rapport des forces par la lutte ?

N'avons-nous pas payé assez cher ces soi-disant négociations avec un patronat et un gouvernement qui consultent les directions syndicales et appliquent intégralement le programme, annoncé à l'avance, de destruction de nos droits et acquis ?

En opposant les « *propositions alternatives* » à « *un syndicalisme contestataire* », voudrait-on faire croire que des perspectives de changement pourraient exister sans bouleverser réellement les choses ? Et cela en pleine offensive de mondialisation libérale qui affiche ses objectifs de reprise de tous les acquis ouvriers ?

Un tel « optimisme » de façade nous semble peu sérieux et coupé de la réalité.

Les salariés n'ont nul besoin de paroles consolantes. Notre rôle de militants syndicaux doit être, au contraire, de partir de la réalité, telle qu'elle est, pour se donner les moyens de la changer.

Les luttes n'ont pourtant pas manqué, ces dernières années, et le rapport d'activité en dresse la liste : retraites, sécurité sociale, intermittents du spectacle, chercheurs, enseignants, EDF, Lundi de Pentecôte, SNCM, RTM, etc.

Les salariés ont répondu présents, avec des moments très forts, comme le 4 octobre ou le 10 mars, mais, force est bien de le reconnaître, nous n'avons pas réussi à faire reculer le pouvoir.

Rapport d'activité, page 6- : « *La forte mobilisation... n'a pas permis d'empêcher le vote du projet de réforme... a sans doute permis d'éviter des reculs plus graves... Mais un tel résultat est, bien sûr, insatisfaisant... »*

Plus qu'insatisfaisant, nous avons été battus et, provisoirement, les patrons ont gagné ! Et il serait nécessaire de le dire !

Discutons sérieusement des échecs... et de leurs causes réelles

Comment les textes proposés analysent-ils les raisons de ces échecs ?

Evoquant un débat récurrent dans nos rangs, il est dit –rapport d'activité, page 7- « *Rappelons que pour la CGT, la grève générale ne se décrète pas. Elle est le résultat de la généralisation de la grève et des mobilisations tant dans le public que dans le privé. »*

Mais pour que la grève ait une chance de se généraliser, encore faut-il que la direction marche devant, et appelle les travailleurs, les militants à la préparer consciemment.

Quel militant isolé, quel syndicat ou même quelle fédération a les moyens, les forces, pour impulser et préparer un tel mouvement d'ensemble cherchant à s'appuyer sur des réseaux militants de milliers de travailleurs dans tout le pays ?

Au passage, notons que l'idée que la CGT « *n'a jamais appelé à une grève générale* » n'est pas entièrement vraie.

C'est, au contraire, dans les époques où elle a pris la tête des luttes, en y appelant tous les salariés, comme pour la journée de 8 heures, au début du 20ème siècle, que la CGT s'est construite, et a gagné un large crédit qu'elle conserve partiellement aujourd'hui.

C'est cette même logique, développée aujourd'hui, qui explique que, pour la journée du 7 février contre le CPE, il n'y ait eu aucun appel à la grève, ni de la Confédération, ni des UD, sous prétexte de laisser chaque syndicat en prendre l'initiative. Tout comme il n'y a pas d'appel interprofessionnel de la confédération, à ce jour, pour la journée du 7 mars.

Un tel appel, s'il était lancé, ne résoudrait pas tout, bien évidemment, mais il contribuerait à donner

confiance à beaucoup de militants d'entreprises, grandes et surtout petites, qui y verrait un encouragement et un appui pour appeler à débrayer et à manifester. En l'absence d'un tel appel, comment peuvent faire alors les salariés des petites ou des moyennes entreprises qui prennent les choses au sérieux et qui veulent « en être » ?

Car les journées d'actions, organisées en semaine pendant le temps de travail et sans appel à la grève, sont réservées, de fait, au milieu des syndicalistes militants pouvant quitter le travail plus facilement.

C'est bien le contraire qu'il faut faire : donner confiance aux travailleurs pour qu'ils entrent largement dans la lutte !

Appeler à la grève clairement, pour construire un mouvement d'ensemble, serait le moyen de donner une perspective à ces journées restées sans lendemain. Car de telles journées pourraient peser, apparaître comme des étapes, si l'on disait qu'il s'agit consciemment de préparer ce mouvement d'ensemble, de compter nos forces, en avançant un réel plan de lutte.

Mais, pour cela, encore faut-il dire haut et fort que nous voulons construire un tel mouvement !

A l'inverse, B. Thibault dans la *NVO* du 10 février (page 5) déclare, à propos de la mise en place du CPE : « *Si le Premier ministre accélère la cadence, nous accélérerons la mobilisation.* ».

Après le passage en force, avec le 49/3, quelle « *accélération* » de plus nous faut-il ?

Le rapport d'activité explique l'échec des luttes du fait que les salariés n'auraient pas répondu assez nombreux à notre appel.

On nous dit d'abord

Page 6 - : « *La forte mobilisation – environ 4,5 millions de personnes ont participé à une forme ou une autre d'action – n'a pas permis d'empêcher le vote du projet de réforme.* »

Pour déplorer ensuite :

« *Au plus fort de l'affrontement, nous n'avons diffusé que* (souligné par nous) *3,5 millions d'exemplaires d'un même matériel de masse.* »

On peut toujours regretter de ne pas avoir fait plus... Mais diffuser 3,5 millions de tracts, c'est toucher le triple et plus encore de travailleurs et c'est un effort important de milliers de militants... que la direction méprise quelque peu !

Une façon classique pour les appareils de s'affranchir de leurs responsabilités dans l'échec, en accusant les militants de base, pas assez actifs ou dévoués, d'en être responsables ! D'autant que, si nous voulons mobiliser le plus largement, nous savons aussi que la classe ouvrière ne sera jamais toute entière et en même temps dans la rue.

Le sentiment général des salariés et des militants est plutôt que le 10 mars ou le 4 octobre, des occasions ont été manquées, le nombre y était, tant du public que du privé, la révolte était largement partagée, au-delà des rangs très nombreux des grévistes et des manifestants, mais ces journées sont restées sans lendemain par refus des directions syndicales d'appeler à une suite sérieuse.

Et ce sont des voies et des moyens de préparer une offensive d'ensemble du monde du travail qu'il s'agit de discuter dans le cadre de la préparation du congrès comme par la suite.

Denis Seillat et Gérard Vila

↑

Fusion Suez-GDF, monopoly financier et contradictions de l'Europe capitaliste

La fusion de GDF avec Suez, pour soi-disant contrer une OPA du groupe italien Enel, est un nouvel épisode du vaste processus de concentration qui se développe dans le secteur européen de l'énergie (production et distribution du gaz et de l'électricité).

Ce secteur est actuellement constitué de huit grands groupes : E.On et RWE en Allemagne, Endesa et Gas natural en Espagne, EDF, Suez et GDF en France, Enel en Italie. Ces groupes ont un rayon d'action qui va bien au delà de leurs frontières « nationales ». Ainsi, Suez contrôle la quasi-totalité de la production et de la fourniture de l'énergie électrique belge ; EDF contrôle une bonne part de l'électricité italienne, suite au rachat de la société italienne Edison... Et tous interviennent plus ou moins dans d'autres pays, en dehors de l'Europe.

Tous se mettent en position en prévision de l'ouverture complète des marchés européens de l'énergie, en juillet 2007. Depuis juillet 2004, les secteurs de l'électricité et du gaz sont dissociés et les fonctions sont séparées : entreprises de production, gestion des réseaux, fournisseur. Les entreprises et les professionnels de tous les pays européens ont la possibilité de choisir leur fournisseur d'électricité ou de gaz. En juillet 2007, cette mesure sera étendue à l'ensemble des consommateurs. C'est dans cette perspective que le gouvernement a cassé le monopole public que constituait EDF-GDF, pour le transformer en deux sociétés anonymes, séparées, du moins pour l'instant, afin d'être plus à même de participer au monopoly financier, et prêtes à affronter la « *concurrence libre et non faussée* ».

Pour faire face à la concurrence, il faut trouver des marchés, et pour cela, racheter des entreprises implantées dans des pays dans lesquels on n'est pas soi même implanté. C'est ce que visait Enel, en tentant de s'approprier Suez pour avoir accès au marché français. C'est ce que vise E.On en tentant de s'approprier Endesa pour avoir accès au marché espagnol... Ce processus conduit inévitablement à une concentration, et devrait aboutir, à terme, à ce que ne subsistent, d'après les pronostics du PDG d'E.On, que trois grands groupes européens de l'énergie.

Une seule règle, dans ce monde de guerre économique : être assez gros pour pouvoir manger l'autre, sans courir le risque d'être mangé. Ou s'associer pour faire face.

C'est le sens de la fusion de Suez et GDF. Séparément, ils constituaient chacun un groupe de petite taille. Ensemble, ils constituent le second groupe européen de l'énergie, juste derrière EDF et devant E.On.

Voilà le véritable sens du « *patriotisme économique* » de Villepin : contribuer à ce que se construise, au profit des quelques actionnaires « *français* » de Suez, un groupe industriel capable de jouer dans la cour des grands, avec, en cadeau, une entreprise publique et son marché.

Là est l'essentiel, même si le gouvernement n'est pas indifférent aux conséquences du mouvement de déréglementation de l'énergie qui sont imprévisibles dans une Europe capitaliste sans véritable Etat, tiraillée entre des intérêts nationaux contradictoires. Le secteur de l'énergie est un secteur économique d'une importance capitale pour un pays. Elle conditionne la vie quotidienne de toute la population, mais aussi, et c'est ce qui intéresse au premier plan patrons et gouvernement, le fonctionnement de tout le système de production et d'échange. Elle suppose la possibilité pour l'Etat d'assurer un contrôle sur ce secteur. Ce contrôle devient quasiment impossible avec des groupes multinationaux qui ne connaissent plus de frontières et qui sont soumis aux jeux de la finance internationale.

Cette défense des priviléges nationaux est au cœur des contradictions de l'Europe capitaliste.

Le plan de fusion entre Suez et GDF, préparé depuis des mois en cachette, comme l'ont affirmé Mestrallet et Cirelli, les PDG des deux groupes, était resté dans les tiroirs dans l'attente de circonstances permettant d'imposer la fusion, malgré l'obstacle constitué par la loi imposant à l'Etat de détenir 70 % du capital de GDF et la probable opposition que cette privatisation allait susciter chez les salariés de l'entreprise.

Le prétexte a été fourni par l'annonce de l'intention d'OPA de Enel sur Suez. Villepin est intervenu immédiatement, n'hésitant pas à présenter sa décision « *patriotique* » comme destinée à « *assurer à la France la maîtrise de son énergie* ». Alignant mensonges sur mensonges, il annonçait l'absorption de Suez par GDF, alors que c'est évidemment l'inverse qui se produit, Mestrallet, PDG de Suez, devenant le PDG du nouveau groupe, qui verra le jour en décembre.

Face à la privatisation de fait de GDF, la fédération CGT de l'énergie a publié un communiqué affirmant son hostilité au projet de fusion : « *... la fusion Suez-Gdf face à Edf consacrera la mise en concurrence de deux grandes entreprises nationales de l'électricité et du gaz. C'est un beau gâchis qui se prépare. Que va-t-il demeurer de l'intérêt national et des principes du service public ? La Cgt est hostile à cette opération et demande que s'ouvre dès lundi un vrai débat qui porte sur les enjeux économiques et financiers de l'avenir du secteur énergétique...* ». Une façon de se placer sur le terrain où l'attend Villepin, celui d'un « intérêt national » qui n'a aucune réalité, si ce n'est celle des intérêts des quelques gros actionnaires. La direction de la CGT persiste dans la politique de « propositions » à laquelle elle s'est cantonnée dans son opposition au

processus d'ouverture du capital d'EDF et de GDF.

Quant au PS, Hollande, dénonçant « *l'improvisation et la précipitation* » du gouvernement, a affirmé que le « *PS jouera son rôle au Parlement* » quand le gouvernement présentera un projet de loi permettant de baisser la part de l'Etat au sein de GDF... Et, a-t-il ajouté : « *si nous revenons aux responsabilités, nous aurons à faire en sorte que la garantie sur le capital public de GDF soit confirmée* »... Pas question, donc, de revenir sur la privatisation d'EDF-GDF et la fin du monopole public du secteur de l'énergie.

Les opérations de fusion en cours constituent effectivement un immense gâchis, des milliards d'euros sont dilapidés en transactions financières, des milliers d'emplois menacés. La production et la distribution de l'énergie conditionnent le fonctionnement de toute la vie économique, de la vie quotidienne de chacun, aux moyens de production et d'échange. Il est aberrant d'en laisser la responsabilité entre les mains de groupes dont la seule préoccupation est d'assurer les profits de leurs actionnaires.

Il faut mettre fin aux privatisations en cours, revenir à un service public de l'énergie, réellement organisé en fonction des besoins et non de la rentabilité, c'est-à-dire sous le contrôle de la population.

E.L.



Retour sur le forum social mondial de Caracas

Du 7 au 10 mai prochains, se déroulera à Athènes le Forum Social Européen, dans sa 4^e édition.

La réunion d'Athènes a lieu un an après la victoire du Non à la Constitution et au milieu d'une dure bataille, en France, entre les cosignataires politiques de cette victoire sur l'élection présidentielle.

Certains pensent que les partisans du « non » constituent un bloc politique et devraient présenter une candidature unitaire. Ils s'organisent à travers « l'altermondialisme ». D'un autre côté, Athènes aura lieu alors que les mobilisations au niveau européen sont dans une impasse parce qu'elles buttent sur l'acceptation par les organisations syndicales et politiques du cadre fixé par Bruxelles et le traité de Rome.

Le prochain Forum Social Européen mérite donc réflexion ce qui nécessite d'essayer de tirer les leçons du Forum social mondial de Caracas qui vient de se réunir à la fin du mois de janvier. Athènes se situe dans la continuité du mouvement des Forums, gagné par la crise et la morosité.

Avant le Forum, l'éditorial signé par Ignacio Ramonet du *Monde Diplomatique* du mois de janvier, montrait la gravité de cette crise : « *Mais, au fil du temps, ce but [la stratégie de mettre en échec la globalisation libérale] s'est estompé, et même, dans certains esprits, totalement effacé... à Porto Alegre en janvier 2005 [le FSM précédent] on a pu constater une sorte d'épuisement de la formule initiale.* »

Mais les lecteurs de *Rouge* (2 février) peuvent lire que « *la sixième étape du FSM au Venezuela fut une réussite.* » Caracas aurait effacé Porto Alegre. Le Forum Social et l'altermondialisme continuent leur marche en avant.

Est-ce bien la réalité ?

Les résultats politiques de Caracas

Le bilan publié par *Rouge* se moque des critiques adressées au FSM : « *L'éternel pronostic de la mort des FSM ou de son absorption par la social-démocratie ne s'est pas produit.* » Ce n'est pas si simple...

Les Forums ont commencé en 2001 et, jusqu'à 2005, ils ont connu une progression apparente : au Brésil et à Porto Alegre (nombre de participants, activités) et dans le monde (extension en Europe et dans d'autres régions). Mais cette progression cachait des résultats politiques beaucoup plus contrastés.

Au Brésil, le FSM a été intégré à la stratégie politique de Lula, pour épauler sa marche vers le pouvoir. Lula est une variation particulièrement corrompue de la social-démocratie : on parle au nom des travailleurs pour exécuter la politique du capital. Au Brésil, le Forum a été « absorbé ». Une évolution à laquelle a participé même l'aile gauche à Porto Alegre, Démocratie socialiste, un courant du PT faisant partie du Secrétariat unifié.

Changer la société sans lutter pour le pouvoir, exclure les partis politiques, utiliser la « démocratie participative » pour évacuer la rupture avec le capitalisme et les institutions bourgeois : le programme des promoteurs du FSM est en réalité un obstacle pour une vraie mobilisation politique et sociale des travailleurs, de la jeunesse, de la population.

L'exercice du pouvoir par Lula en était la démonstration et le président du Brésil fut chahuté en 2005. Les Forums devaient se réunir ailleurs et l'on a inventé alors la formule des « forums décentralisés ».

Mais Caracas ne pouvait pas fournir une porte de sortie aux impasses de Porto Alegre. Chavez s'est permis de critiquer une réunion qui ne débouche pas sur l'action mais en même temps, il a défendu le bloc des gouvernements de « gauche » en Amérique Latine : Venezuela, Brésil, Argentine.

Les lignes centrales d'orientation politique des animateurs du FSM oscillent alors entre le « mouvement », qui nie la nécessité d'une action politique des travailleurs, et l'adaptation à l'exercice du pouvoir et à l'application d'une politique qui fait payer la crise aux peuples de l'Amérique Latine. L'assemblée des mouvements sociaux qui, d'habitude, synthétise les résultats politiques du FSM a adopté une résolution tiède et fade, qui, de fait, est un appui à ces gouvernements. Cette résolution est incapable de se situer sur le terrain de la rupture avec l'impérialisme, le FMI, le capital financier, pour ne pas parler d'une rupture avec le capitalisme et la bourgeoisie.

Le seul résultat pratique, c'est l'appel à une journée mondiale contre l'occupation de l'Irak, qui, par ailleurs, était déjà acquise.

Chavez peut parler du « *socialisme du XXI^e siècle* » et pratiquer l'alliance avec Lula et Kirchner, leurs politiques de paiement de la dette, d'affairisme, de contrôle et de répression des organisations d'exploités. Les FSM sont le lieu de ce type d'équilibre qui est « globalement négatif » pour la lutte d'émancipation en Amérique Latine.

Il faut inverser le mouvement

La préparation d'Athènes devrait tenir compte du bilan de Caracas : clarifier les enjeux, fixer des positions claires, proposer un programme d'urgence et d'action en Europe, postuler à unifier les mouvements de lutte, défendre la perspective de gouvernements des travailleurs.

L'antilibéralisme peut être le chemin le plus court pour arriver à une politique... capitaliste. La démonstration a été faite par Lula et elle peut se répéter en France, avec la nouvelle version de l'Union de la Gauche, et en Europe avec l'adaptation aux institutions de Bruxelles et l'acceptation de l'Union européenne et du Traité de Rome. L'Italie pourrait vivre ce scénario dans les prochains mois : un gouvernement de centre-gauche qui exécute une politique néolibérale avec la participation d'une aile gauche, ex-staliniens et même gauchistes.

L'évolution des forces rassemblées par le mouvement des Forums demande aujourd'hui plus qu'hier une critique claire de toute adaptation à « l'autonomisme » et à « l'altermondialisme » et une opposition complète à la soit-disant « unité antilibérale ». Athènes ne doit pas reproduire les résultats de Caracas...

Marcelo N.



**N'hésitez pas à diffuser
et faire circuler *débatmilitant*. Merci.**